

Le premier ministre avait promis de réduire le déficit d'une façon graduelle et ordonnée, non pas au prix des emplois, de la croissance, et de la lutte contre l'inflation. Or, le déficit n'a pas été réduit. Il a augmenté de 3.6 milliards de plus que nos prévisions budgétaires pour dépasser les 14 milliards. Nos engagements financiers excèdent 12 milliards. Le déficit n'a pas diminué. Il ne décline pas non plus progressivement et de façon ordonnée. On ne s'est pas préoccupé de l'emploi car le ministre prévoit que l'an prochain le chômage s'élèvera à 8.7 p. 100. Dans son budget, le ministre n'a rien fait pour lutter contre le chômage qui sévira l'an prochain et ceci après les larmes de crocodile qui ont été versées sur le plancher de la Chambre en décembre dernier lorsque nous avons présenté notre budget.

Qu'est-ce que le premier ministre a dit d'autre le 12 janvier? Il a dit:

Notre parti ne restera pas passif. Il n'attendra pas la venue de la récession. Nous lutterons et nous vaincrons.

Nous sommes en récession depuis six mois. Le ministre est titulaire de son portefeuille depuis février. Le premier ministre, ce lutteur réputé, cet expert en judo, a eu tout le temps voulu pour lutter contre la récession et la vaincre. Que s'est-il passé? La récession a empiré. Nous perdons 1 p. 100 de notre PNB cette année et l'an prochain, le chômage s'élèvera à 8.7 p. 100. Quant à la croissance, elle est censée être de 1 p. 100. Le ministre a permis la récession: il n'a rien fait pour l'empêcher, pour lutter contre elle, pour la surmonter.

Le premier ministre a déclaré ceci, encore le 12 janvier:

Nous devons accroître la puissance économique du Canada en renforçant chacune de ses régions.

Ce soir, l'un des principaux éléments du budget vise à affaiblir une région, nommément l'Ouest. Et l'on y passe totalement sous silence les autres régions.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Le premier ministre a dit en outre dans son discours du 12 janvier:

Nous devons appuyer le droit de tous les Canadiens à un emploi.

Pourtant 8.7 p. 100 de tous les travailleurs canadiens seront sans emploi au Canada l'an prochain. Et il s'en trouve 800,000 environ en chômage ce soir, pendant que nous siégeons ici aux Communes.

M. Broadbent: Quelles sont vos prévisions?

M. Crosbie: Elles ne sont pas analogues. Les députés qui sont assis à ma gauche auront leur tour demain.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Ce sont eux qui ont rejeté notre budget pour avoir l'affreux brouet que l'on nous sert aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Voici ce que le premier ministre a déclaré à Vancouver en janvier 1980.

Les libéraux croient qu'il faut utiliser tous les instruments qui sont à notre disposition pour essayer d'enrayer la prochaine récession.

Où sont ces instruments? Pourquoi Canute n'a-t-il pas essayé d'arrêter la marée? Ou alors le roi Canute, ou le

Le budget—M. Crosbie

premier ministre, a-t-il essayé de la faire, mais en vain. Qu'est devenu le vieux roi Canute qui voulait enrayer cette récession?

Le ministre des Finances (M. MacEachen) a dit que mon budget était rétrograde sur le plan social. Aujourd'hui, il annonce que les travailleurs canadiens devront verser 1 milliard de dollars de plus à la caisse d'assurance-chômage. Il a fait passer leur cotisation de \$1.35 par 100 dollars, non pas à 1.60 dollar comme je l'avais proposé en décembre dernier, ce qui avait d'ailleurs fait bondir à la Chambre l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce, mais bien à \$1.80 par 100 dollars. Il va ainsi prendre 1 milliard de dollars aux travailleurs canadiens cette année sous la forme d'une hausse des cotisations d'assurance-chômage. Il avait déclaré que mon budget était rétrograde sur le plan social mais son propre budget est tout simplement pervers sur le plan social.

● (2140)

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Qu'a donc dit le premier ministre (M. Trudeau) au sujet des provinces le 2 février dernier à Sudbury en Ontario. Il a dit et je cite:

Nous (les Libéraux) nous n'essayerions pas de susciter des antagonismes entre les provinces. Nous négocierions plutôt de façon raisonnable avec elles et nous nous mettrions d'accord sur un prix.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: On voit ce soir comment on a trituré ce prix depuis février dernier. On voit bien qu'il n'était pas question de créer d'antagonisme entre les provinces. On a versé un pot-de-vin à la province de Saskatchewan. La moitié des recettes de la taxe à l'exportation du pétrole va à la Saskatchewan, qui en est le seul véritable bénéficiaire.

M. Lalonde: L'Alberta aussi.

M. Crosbie: L'Alberta n'en retire rien du tout. Il faut supposer qu'on a acheté Broadbent via la Saskatchewan. On impose une taxe non seulement à l'exportation du gaz naturel, mais à la fois à l'exportation et à la vente au Canada. C'est une taxe globale sur toute l'industrie du gaz naturel, y compris l'exportation de gaz naturel.

M. Nowlan: Une taxe à la consommation.

M. Crosbie: C'est une taxe à la consommation. Elle ne s'applique pas uniquement aux consommateurs américains. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'appretait à la refiler aux Américains. Il voulait leur imposer une taxe à l'exportation. Mais le ministre des Finances la refile aux Canadiens aussi. Sa taxe s'applique aux Canadiens comme aux étrangers. Les étrangers ne paieront pas la taxe de toute façon parce qu'ils ne sont pas disposés à payer le prix que nous exigeons pour notre gaz naturel.

Tout ce que le premier ministre a fait depuis février visait à dresser les provinces les unes contre les autres. Son mémoire machiavélique rédigé par Machiavel Kirby, ou quelque chose du genre, explique la stratégie à suivre. Nous en avons un autre exemple dans l'exposé budgétaire de ce soir. La Confédération cessera d'exister si cela continue encore trois ou quatre ans. La Confédération disparaîtra si le gouvernement continue à utiliser ce genre de tactique coercitive.